Les expériences de Conservation International liées au partenariat pour la croissance verte en République démocratique du Congo.

Réunion PFBC, Brazzaville,

8-9 Octobre 2014.

CONSERVATION INTERNATIONAL

Le contexte et la stratégie de CI

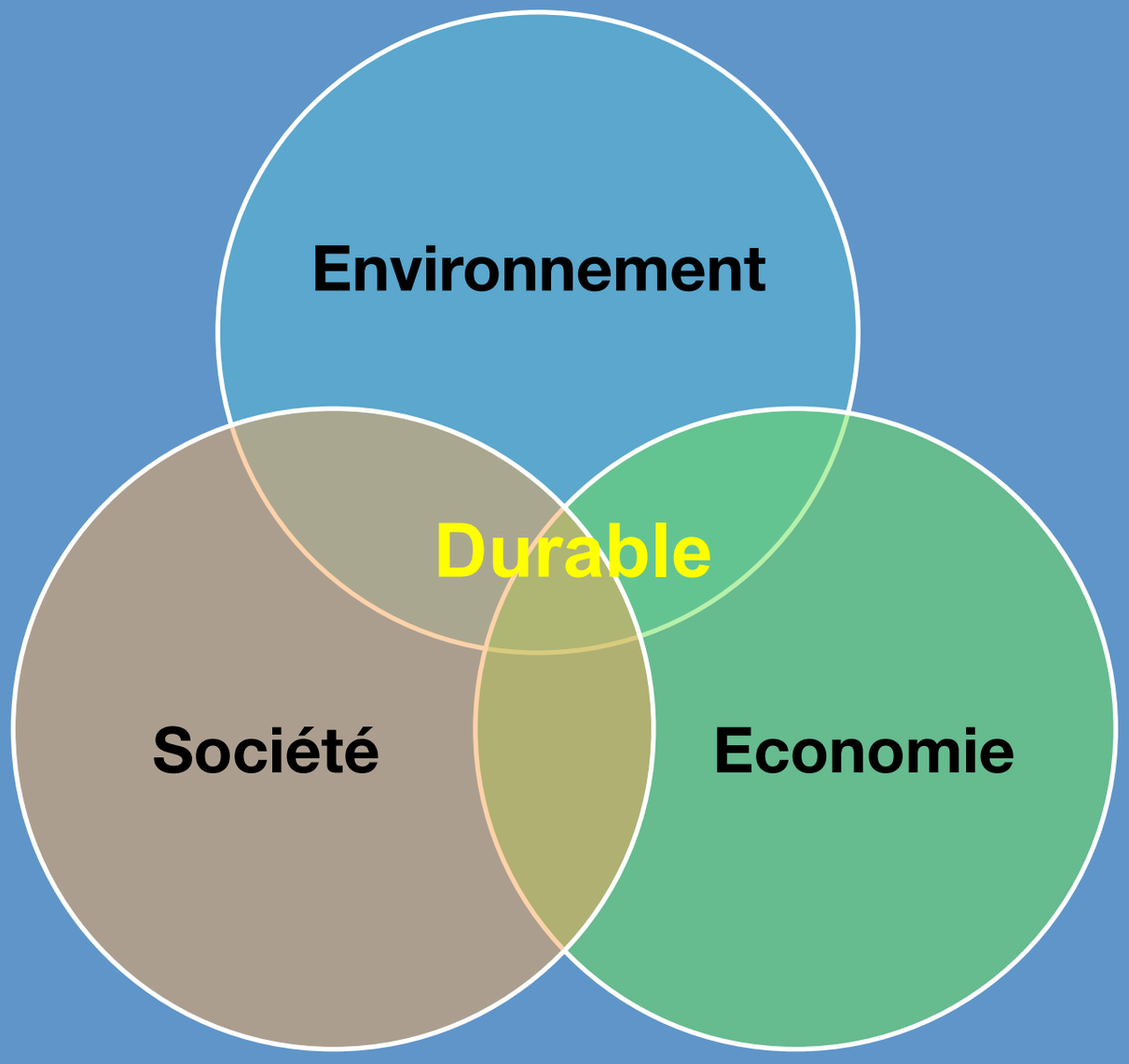
Conservation International pense que **les sociétés ont besoin de la nature pour survivre** (people need nature to thrive).

L'expose des motifs de la CCNUCC reconnait l'impératif de développement socio économique des pays en développement et reconnait même une augmentation des émissions.

A l'instar de la **Convention de Rio, la CCNUCC engage les Pays en développement de tout mettre en œuvre pour parvenir à un développement durable dans le respect des principes clés de CC et en réduisant les émissions**;

CI croit que les sociétés peuvent atteindre ce pari à travers des sociétés de bien être durable (Heathly Sustainable Society) en travaillant sur les 3 les **systèmes productifs durables- en assurant la gestion durable du Capital Naturel – et enfin créent des conditions de bonne gouvernance et des institutions durables.**

Le contexte et la strategie de CI



CONSERVATION INTERNATIONAL

Le contexte et la stratégie de CI

Capital Naturel

Une gouvernance effective

Production durable

CONSERVATION INTERNATIONAL

Le contexte et la stratégie de CI

Sécurité alimentaire

Les moyens de subsistance

L'adaptation climatique

La gestion des eaux douces

CONSERVATION INTERNATIONAL

Le contexte et la stratégie de CI

Nous sommes persuadés que parvenir au LED est une grande entreprise qui doit avoir une démarche multisectorielle, multi acteurs et se baser sur un vaste partenariat durable et très militant.

D'où l'importance de mener une vraie analyse d'intervenants et des parties prenantes selon leur rôle et responsabilité dans ce modèle de développement. Il faut alors aller au delà et s'ouvrir, mais alors très largement

Constats posés

-Les efforts de réduction des émissions se sont limités très souvent au niveau sectoriel (environnement)- ont faiblement responsabilisé certains autres acteurs entre autres les secteurs productifs, les autres agences gouvernementales, communautés locales– et ont faiblement impliqué le secteur privé;

-La REDD+ doit être considérée de nos jours comme une vraie politique de développement et donc nécessite une stratégie Multisectorielle et un vrai buy - in du concept

CONSERVATION INTERNATIONAL

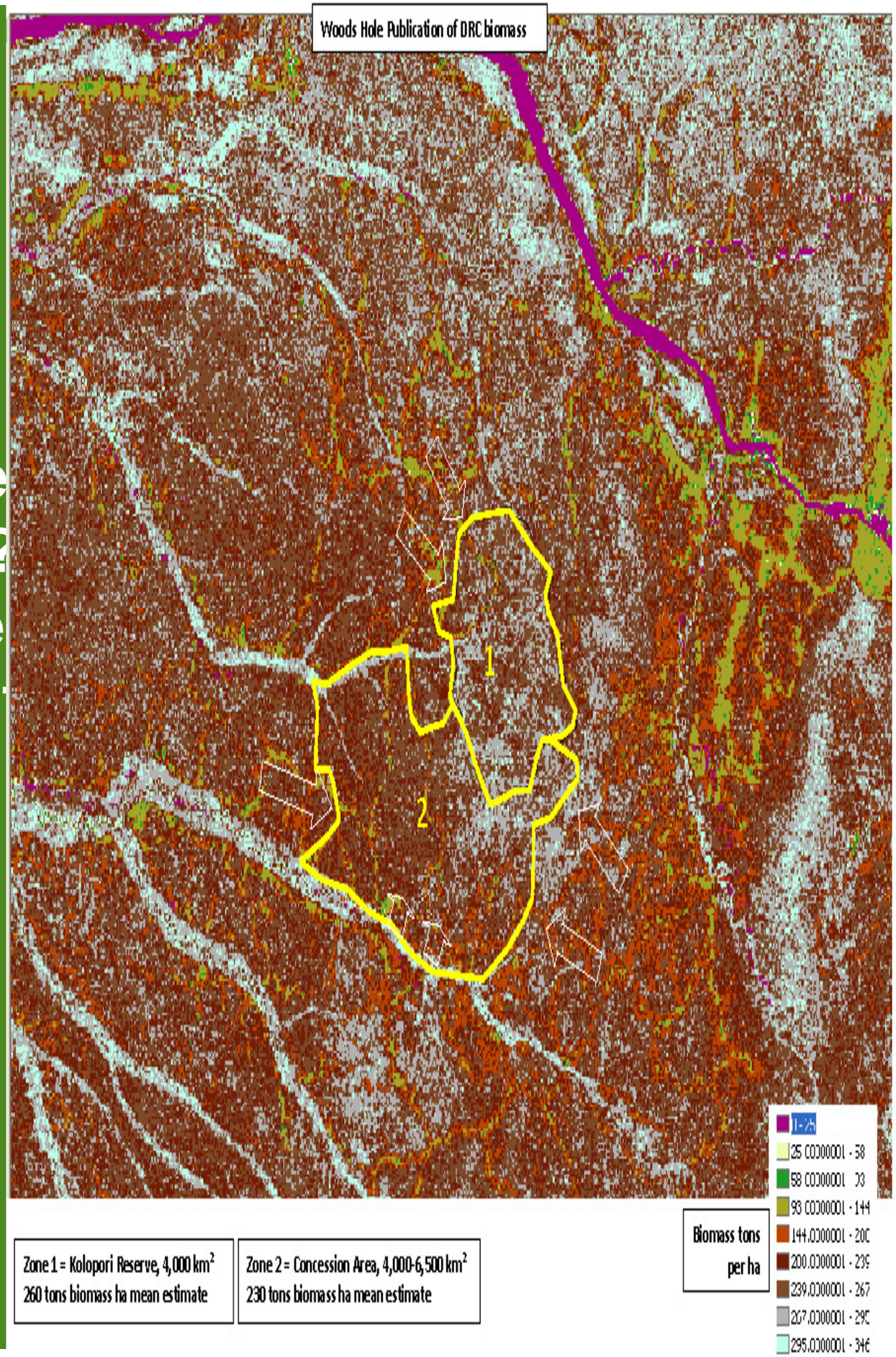
Le partenariat à construire pour le LED doit tenir compte des aspects suivants:

- Quels sont les acteurs économiques (productifs-utilisateurs des ressources) susceptibles d'être agents de déforestation et d'émissions?

Une vraie analyse de moteur de déforestation doit soutendre ce exercice.

- Qui sont impactés par les coûts d'opportunités directement et indirectement par la pratique du LED;

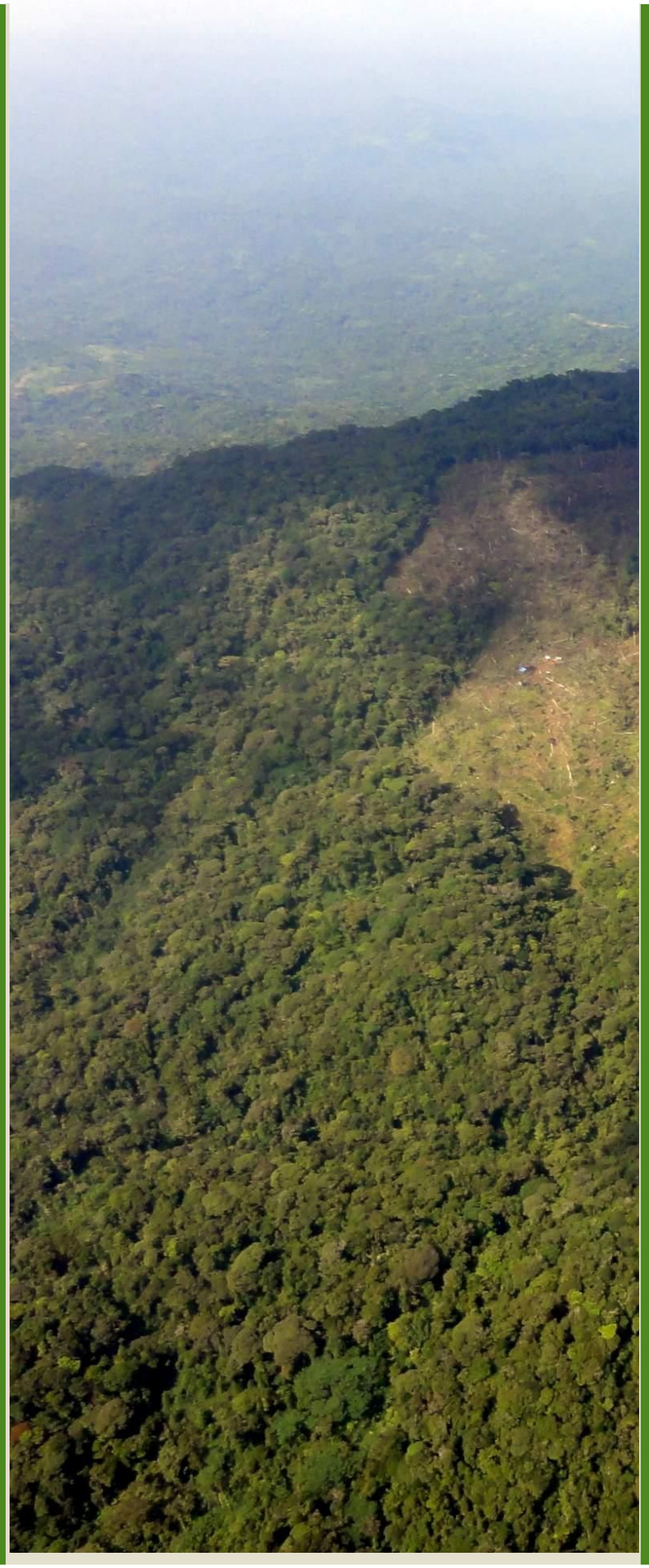
CONSERVATION INTERNATIONAL



- Qui doit en assurer l'impulsion, en créer le cadre ?
- A qui profite les bénéfices?
- Qui supporte la facture? (Mécanisme de financement et revenus)?
- Dans le cadre de la REDD+, qui assure la permanence des forets?

Répondre à ces questions donne une indication parfaite des acteurs:- en essayant de rester dans le cadre du HSS

CONSERVATION INTERNATIONAL



1. L'Etat.

- Considéré dans tous ses secteurs (économie, foncier, agriculture, développement rural, mines, environnement, Plan, Intérieur,…)
- A travers les structures existantes (Comités nationaux, provinciaux et locaux mis en place) – Ex: 1. Le Comite de pilotage REDD- Disney à Goma; 2. La Co-gestion-ICCN de la RNT
- * Rôles : définition des politiques, gouvernance notamment la politique de partage de revenus, coordination application des lois et contrôle, financement,…

CONSERVATION INTERNATIONAL

2. Secteur privé.

Les entreprises minières et les exploitations forestières, les grandes Entreprises &industries, PME/PMI, ME productives;

*Elles peuvent jouer un rôle de production et d'utilisation durable des matières premières avec respect des normes écologiques -(pratiques de d'aménagement, de certification-responsabilité verte des entreprises, l'adoption des bonnes pratiques environnementales)

- Elles peuvent aussi parfois contribuer au financement durable des efforts de gestion durables et de la REDD+ - Cas de Disney (7M de Dollars US pour l'achat de 400000 tonnes de carbone).

CONSERVATION INTERNATIONAL

3. La société civile organisée

Le plaidoyer- l'IEC- l'accompagnement communautaire – Le suivi des processus

4. Les institutions de recherche et Universités ;

Renforcement des capacités- génération de connaissances.

Ex : Tayna; L'université Evangélique en Afrique;

5. Les experts techniques/ Partenaires Dév (GAC/BM/UE-RAC/BAD et Bilatéraux): Validation PDD, La certificatio MRV- appuis- transfert technologique,..

6. Les institutions financières:

CONSERVATION INTERNATIONAL

6. <u>Les communautés locales</u> :

Un grand acteur dans le maintien de la permanence des forêts, surveillance participative.

Il faut un vrai transfert de pouvoir de gestion des terres; la mise en place des structures fiables et crédibles, l'amélioration de la gouvernance locale et du leadership local)
Ex. UGADEC; PREPYG.

CONSERVATION INTERNATIONAL

Les leçons apprises

- Le LED ne sera jamais effectif sans une coordination, coopération et convergence d'actions, des politiques et des législations multisectorielles ;
- Il faut une forte responsabilisation et implication des communautés locales et surtout dans le partage des bénéfices concrets pour réussir la REDD+;
- La réussite de la REDD+ comme instrument du LED ne peut réussir que si toutes les parties prenantes reçoivent des bénéfices significatifs

CONSERVATION INTERNATIONAL

Les leçons apprises

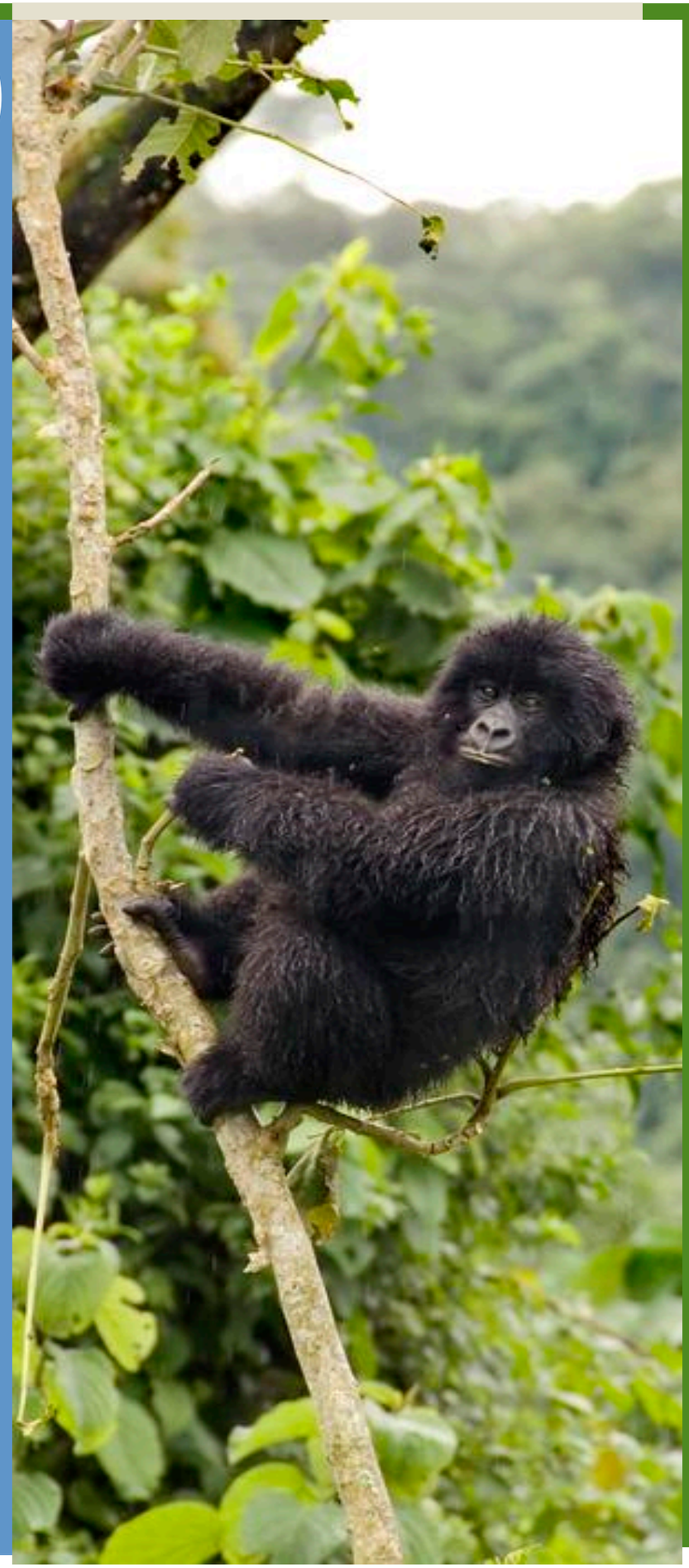
- L’implication du secteur privé est un facteur déterminant sur le LED et pourrait être une opportunité de financement additionnel au processus;
- Le renforcement des capacités reste un grand défi pour avoir des institutions communautaires, Etatiques et privées ainsi que la société civile forte.

CONSERVATION INTERNATIONAL

Leçons apprises (suite)

- Le Partenariat ponctuel limité sur les projets et non sur le programme conduit à un faible encrage des structures émanant des initiatives nationales.
- La faible implication de la société civile retarde la prise de décisions des politiques stratégiques et la défense des droits.
- L'administration est sous informée sous outillée parfois ayant une vision éloignée de son rôle et de sa contribution.

CONSERVATION INTERNATIONAL



MERCI

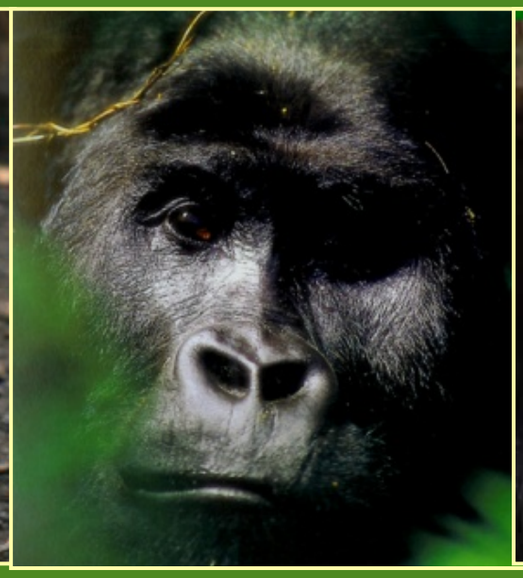
THANK YOU

ASANTE

GRACIAS

OBRIGADO

MATONDO



CONSERVATION
INTERNATIONAL